

Un pacte pour l'euro : la ploutocratie renverse la démocratie

Le 11 mars 2011, les chefs des exécutifs des états de la zone euro* réunis à Bruxelles, ont adopté le pacte pour l'euro qui constitue l'annexe I du relevé de conclusions de cette réunion.

Cette annexe est intitulée :

Pacte pour l'euro

Coordination renforcée des politiques économiques pour la compétitivité et la convergence

Il s'agit en fait de **détruire la souveraineté des Peuples au profit de la gloutonnerie des affairistes de la mondialisation**. Les chefs des exécutifs qui ont pris cette décision sont tous les élus du peuple. Mais tous, ou presque, détournent leur mandat et l'utilisent pour servir exclusivement les intérêts du capitalisme financier qui, afin qu'ils obtiennent les suffrages nécessaires à leur élection, a mis les média qu'il possède en surabondance à leur disposition pour leurs campagnes électorales respectives.

Ce **pacte** doit être validé par le Parlement et entrer en vigueur avant la prochaine élection présidentielle française afin de lier définitivement les mains du prochain occupant de l'Elysée.

Il s'agit d'une abdication de la souveraineté nationale et de sa soumission au grand capital interlope actionnarial et spéculatif.

Est-ce tolérable ?

NON, répond le SNCA e.i.L. Convergence qui s'est engagé, en regard de la **Charte d'Amiens**, à œuvrer à l'émancipation du monde au travail, qui souscrit aux perspectives politiques, économiques et sociales du programme du CNR et qui promeut les valeurs et les principes humanistes de la République.

Et quand la seule réponse à l'intolérable est le refus, il faut entrer en résistance et combattre.

C'est pourquoi le SNCA e.i.L. Convergence entreprend d'expliquer le contenu de ce **pacte pour l'euro**, d'en montrer les intentions antidémocratiques et d'en dénoncer les bénéficiaires. Par la même occasion, le SNCA e.i.L. Convergence annonce qu'il se joindra, dans la mesure de ses possibilités, à toute initiative visant à faire échouer ce **pacte**.

En 2005, alors que le **Projet de traité constitutionnel européen**, soumis à referendum, a fait l'objet d'une vaste campagne contradictoire qui a abouti au **NON** que l'on sait, massif, populaire ... et bafoué, en 2011, le **pacte pour l'euro** et sa validation se trament subrepticement. Les partis de gauche, y compris ceux représentés au Parlement, les appareils des grandes centrales syndicales ont tous fait savoir qu'ils étaient opposés à ce **pacte** ; mais le Peuple, lui, contre qui le **pacte** est dirigé, est laissé dans l'ignorance.

Le SNCA e.i.L. Convergence ne prétend pas, à lui tout seul, combler cette carence. Mais, encore une fois, il saisira toutes les occasions à sa portée pour faire connaître au plus grand nombre possible **l'inqualifiable atteinte aux droits des Peuples, peuple des travailleurs, peuple des citoyens que prétend porter le pacte de l'euro**.

* *

*

Le **pacte pour l'euro** fixe à ceux qui l'ont concocté quatre objectifs :

- Favoriser la compétitivité
- Favoriser l'emploi
- Mieux contribuer à la viabilité des finances publiques

- Renforcer la stabilité financière

Le SNCA e.i.L. Convergence publiera successivement son analyse de chacun de ces objectifs et complètera ce travail par des remarques supplémentaires sur la portée politique du *pacte*.

** 17 états, dont la France, sur les 27 que compte l'Union Européenne*

Un pacte pour l'euro 1^{ère} partie Renforcer la compétitivité et affaiblir les salariés

Il y a deux façons d'envisager la compétitivité, comme l'avère et le revers d'une même médaille : la compétitivité des produits en fonction de leur prix et de leur qualité et celle des travailleurs. Il est évident que le *pacte pour l'euro*, ex-*pacte de compétitivité* justement, en application du principe de « *la concurrence libre et non faussée* » joue à plein sur celle qui doit opposer les travailleurs, les travailleurs des pays émergents en concurrence avec ceux des pays de l'Union Européenne, et ceux de l'Union entre eux.

Cela apparaît clairement dans la façon dont les 17 chefs d'état et de gouvernement signataires du *pacte* font dépendre la compétitivité économique, c'est-à-dire la capacité à produire des biens et des services que s'arracheront les clients des marchés intérieurs et extérieurs « *de l'évolution des salaires et de la productivité* ». Il faut donc suivre l'évolution du « *coût unitaire de la main d'œuvre* », ou **CUM**, dans chaque pays, comparer cette évolution avec celle des voisins pour aboutir à une harmonisation par le ... bas ! En effet, si dans un pays les salaires grimpent avec la prise en compte, par exemple, de l'augmentation de la productivité des travailleurs, il y a risque de « *provoquer une érosion de la compétitivité* » ce qui fait perdre des parts de marché à l'exportation et pencher la balance commerciale du mauvais côté. Donc, mise en jeu sur les salaires par une révision des « *dispositifs de fixations des salaires* » et, bien entendu, des « *mécanismes d'indexation* ». En terme simple cela se dit : **dérégulation !** C'est dans cette perspective qu'il faut aussi comprendre l'injonction à « *lever les restrictions indues qui pèsent sur les services professionnels* » telles le salaire minimum, les rétributions des apprentis fixées par le **Code du Travail**, les tableaux d'avancement négociés avec les représentants du personnels, et autres rémunérations liées aux progressions de carrière, cotisations sociales patronales, etc. Feu à volonté sur tout ce qui impose aux employeurs des règles dans la rémunération des salariés ! La disparition des règles permettra plus que la pression sur les salaires : leur diminution ! Et vite fait !

L'Etat se doit de donner l'exemple puisque « *l'évolution des salaires dans le secteur public constitue un signal important* » ... A lui de diminuer son **CUM** pour que le **CUM** du secteur privé puisse baisser à son tour ! Cela est dit avec cynisme : l'Etat doit soutenir les capitalistes en veillant « *à ce que les accords salariaux dans le secteur public viennent soutenir les efforts de compétitivité consentis dans le secteur privé* ». Autrement dit, **l'Etat au service du Capital !**

Il est vrai que les pratiques et les outils de cette mise à genoux des salariés du public sont déjà bien affûtés et rodés : LOLF, RGPP, ONP*, refus d'augmenter le point d'indice, blocage des négociations salariales, avancement « *au mérite* » ... A quand la destruction de la grille indiciaire ?

La politique salariale imposée par le pacte de l'euro est évidemment malthusienne comme tout ce qu'inspire l'idéologie libérale : le moins possible de masse salariale à distribuer aux travailleurs, cela donne toujours davantage de profits au patronat et, derrière

lui, aux organismes financiers qui lui prêtent de l'argent pour qu'il se dote d'outils de travail économes en main d'œuvre.

Il s'agit pourtant là d'une erreur magistrale, née du fait que l'économie capitaliste, dans les pays post-industriels comme le sont ceux de la zone euro, n'a besoin, pour faire de gras profits, que de quelques petits millions de cadres et techniciens bien adaptés aux productions juteuses. Elle n'a que faire des millions d'autres actifs jeunes, vieux ou entre les deux, souvent de sexe féminin, qui vivent d'emplois incertains et intermittents, voire d'assistance ... Cette masse confuse qui recèle cependant beaucoup d'individus compétents, qualifiés, performants si l'occasion leur en était donnée, offre une variable d'ajustement aux besoins en main d'œuvre et surtout une arme de dissuasion contre toute revendication un peu virulente de la part des autres en matière salariale.

Le résultat est **une stagnation, voire une régression globale du pouvoir d'achat et une paupérisation non moins générale de la société, avec la désespérance** qui accompagne inévitablement cette situation négative. Cela est un signe de mauvaise santé de la civilisation, des civilisations qui sont mortelles, comme chacun sait ... Il y a aussi des maladies contagieuses, des épidémies, voire des pandémies, qui ne distinguent pas qui elles frappent ... En l'occurrence, la maladie qui ronge la santé de nos sociétés a été inoculée à la population de la planète, l'UE comprise, par le capital financier interlope de la mondialisation. Peut-être qu'un revers de santé – et de fortune – lui fera mettre à son tour genou en terre.

Et le plus tôt serait le mieux !

Quand la gangrène est là, on coupe !

* **LOLF** : Loi d'Orientation relative aux Lois de Finance ; **RGPP** : Révision Générale des Politiques Publiques ; **ONP** : Office National de la Paye.